

COUR SUPÉRIEURE

(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-001088-208

DATE : Le 7 juillet 2025

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE PIERRE NOLLET, J.C.S.

LESLIE HAND

Demandeur

c.

DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC.

DENSO SALES CANADA, INC.

TOYOTA CANADA INC.

HONDA CANADA INC.

SUBARU CANADA, INC.

Défenderesses

JUGEMENT

APERÇU

1) Le 28 avril 2023, la Cour d'appel du Québec autorise l'exercice d'une action collective contre Denso International America, Inc., Denso Sales Canada, Inc., Toyota Canada Inc., Honda Canada Inc. et Subaru Canada, Inc. et attribue le statut de représentant à M. Hand pour agir au nom du groupe ci-après :

All persons or entities resident in Quebec, who purchased and/or leased a vehicle from Toyota Sales Canada, Honda Canada Inc., or Subaru Canada Inc., equipped with a low-pressure fuel pump designed and manufactured by Denso which is equipped with a low-density impeller;

Toutes les personnes ou entités résidant au Québec, qui ont acheté et/ou loué un véhicule de Toyota Sales Canada, Honda Canada Inc. ou Subaru Canada Inc., muni d'une pompe à carburant à basse pression conçue et fabriquée par Denso qui est équipée d'une turbine à faible densité;

2) Les parties ont présenté en mai 2025 un premier plan de diffusion des avis aux membres, que le Tribunal a refusé pour les raisons qui sont mentionnées au jugement du 6 mai 2025.

3) Les parties souhaitent toujours modifier la définition du groupe avant la publication des avis et obtenir l'approbation du nouveau plan de diffusion des avis aux membres.

ANALYSE

1. LA DÉFINITION DU GROUPE PEUT-ELLE ÊTRE MODIFIÉE?

1.1 Les faits pertinents

4) Les parties demandent la modification du groupe comme suit :

Toutes les personnes ou entités qui ont acheté ou loué au Québec un véhicule Toyota, Honda ou Subaru équipé d'une pompe à essence basse pression conçue et fabriquée par Denso (...) équipée d'une turbine à faible densité;

5) Les motifs à l'appui de la modification du groupe sont i) que les entités défenderesses ne vendent pas directement aux membres du groupe, mais agissent plutôt par l'entremise de concessionnaires et ii) certains membres putatifs inclus dans la première définition peuvent avoir acheté leur véhicule à l'extérieur du Québec auquel cas, ni le *Code civil du Québec* pas plus que la *Loi sur la protection du consommateur* ne s'appliqueraient.

1.2 Principes juridiques

6) Dans *Apple Canada c. Charbonneau*¹, le juge Hamilton j.c.a. écrit :

[26] At that point, the case management judge had no good options. He could not allow the class action to proceed in a form that had not been authorized. He could not allow the class action to proceed in accordance with the authorization because it included a problematic class definition. It would be too late to fix the class definition in the final judgment, because that would involve adding members without notifying them and giving them the option to opt out of the class. No one else had the power to intervene to fix the class definition. The case management judge chose to exercise the power to revise the authorization to correct the class definition.

¹ 2018 QCCA 2089.

[27] This appears to be consistent with the language of Article 588, paragraph 2 of the *C.C.P.*, which provides:

588. The court may at any time, on the application of a party, revise or annul the authorization judgment if it considers that conditions relating to the issues of law or fact or to the composition of the class are no longer satisfied.

If the court revises the authorization judgment, it may allow the representative plaintiff to amend the conclusions sought. In addition, if circumstances so require, the court may, even on its own initiative, modify or divide the class at any time.

If the court annuls the authorization judgment, the proceeding continues between the parties before the competent court according to the procedure set out in Book II.

588. Le tribunal peut, en tout temps, à la demande d'une partie, réviser ou annuler le jugement d'autorisation s'il considère que les conditions relatives aux questions de droit ou de fait ou à la composition du groupe ne sont plus remplies.

S'il révisé le jugement d'autorisation, il peut permettre au représentant de modifier les conclusions recherchées. De plus, si les circonstances l'exigent, il peut, en tout temps et même d'office, modifier ou scinder le groupe.

Si le tribunal annule le jugement d'autorisation, l'instance se poursuit entre les parties devant le tribunal compétent, suivant la procédure prévue au livre II.

(Emphasis added by Hamilton j.c.a.)

[28] Unlike the first paragraph, the second paragraph does not require that any of the conditions of Article 575 *C.C.P.* no longer be satisfied. The test under the second paragraph is "if circumstances so require". There is no requirement of a change in circumstances. Here, the circumstances that required the case management judge to act were that there was a problem with the class definition and the parties had not appealed to give this Court jurisdiction to fix the problem.

[29] In the exceptional circumstances of this case, it appears to have been an appropriate use of Article 588, paragraph 2 of the *C.C.P.*

[Références non reproduites.]

1.3 Discussion

7) Les parties proposent une modification du groupe qui est conforme aux pouvoirs du Tribunal suivant l'article 588 C.p.c.

8) Il demeure toutefois difficile pour un individu de déterminer s'il appartient au groupe puisque que seules les marques sont identifiées et que ni les années pas plus que les modèles des véhicules concernés n'apparaissent de la définition du groupe.

9) Les circonstances qui favorisent la modification proposée visent en premier lieu à faciliter l'établissement de l'appartenance au groupe, puis à s'assurer que la loi

québécoise soit applicable. Celle-ci permet d'utiliser des présomptions favorables contre le manufacturier.

10) Pour compléter l'utilité de la description du groupe, il faut un avis qui permette au propriétaire ou locataire d'un véhicule de vérifier s'il fait partie du groupe. Les parties proposent donc ce qui suit.

2. L'AVIS ET LE PLAN DE NOTIFICATION

11) Les parties ont soumis un avis révisé en format court, un autre en format long et un programme révisé de diffusion des avis.

2.1 Principes juridiques

12) L'article 576 C.p.c. prévoit que le jugement d'autorisation ordonne la publication d'un avis aux membres. Dans ce cas-ci, la Cour d'appel a réservé ce pouvoir au juge gestionnaire.

13) Toujours en vertu du même article, le tribunal peut aussi ordonner au représentant ou à une partie de rendre accessible aux membres de l'information sur l'action, notamment par l'ouverture d'un site Internet.

14) De façon plus importante, l'article 579 C.p.c. précise certaines des informations que doit contenir l'avis :

1° la description du groupe et, le cas échéant, des sous-groupes;

2° les principales questions qui seront traitées collectivement et les conclusions recherchées qui s'y rattachent;

3° le nom du représentant, les coordonnées de son avocat et le district dans lequel l'action collective sera exercée;

4° le droit d'un membre de demander à intervenir à l'action collective;

5° le droit d'un membre de s'exclure du groupe, les formalités à suivre et le délai pour s'exclure;

6° le fait qu'un membre qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective;

7° tout autre renseignement que le tribunal juge utile dont, entre autres, l'adresse du site Internet pour accéder au registre central des actions collectives.

15) Le tribunal détermine ensuite la date, la forme et le mode de la publication en tenant compte de la nature de l'action, de la composition du groupe et de la situation géographique de ses membres; le cas échéant, l'avis indique, en les désignant

nommément ou en les décrivant, ceux qui seront notifiés individuellement. Il peut, s'il l'estime opportun, autoriser la publication d'un avis abrégé.

16) La règle veut que l'avis soit rédigé dans un langage simple et compréhensible².

17) La Cour suprême rappelle qu'il est primordial de prévoir une communication efficace des informations visées par la procédure de notification³.

18) Les coûts engagés doivent toutefois être proportionnels à la nature et à la finalité de la demande⁴.

2.2 Faits pertinents à la question en litige

19) Les parties ne s'entendent pas sur la cause exacte du problème qui doit faire l'objet d'une conclusion au mérite.

20) Selon le jugement de la Cour d'appel, les pompes à basse pression fabriquée par Denso peuvent être sujettes à l'absorption de l'essence lorsqu'elles incluent une turbine à faible densité. Si tel est le cas, la turbine peut se déformer en limitant alors l'acheminement de l'essence au moteur à combustion.

21) Suivant le jugement d'autorisation, ce ne sont pas toutes les pompes fabriquées par Denso qui s'avèrent défectueuses, mais plutôt certains lots fabriqués durant des périodes spécifiques⁵.

22) Pour les défenderesses, il existe trois situations où les pompes Denso peuvent s'avérer défectueuses et chaque situation est une combinaison de facteurs avec un dénominateur commun : les turbines à faible densité. Voici en quoi consistent ces combinaisons :

1.1. Lorsque les turbines à faible densité sont exposées au séchage de solvants pendant de longues périodes ;

1.2. Lorsque les turbines à faible densité ont une résistance de surface plus faible ;

1.3. Lorsque les turbines à faible densité sont affectées par le contrôleur de la pompe à carburant.

23) Les avis de rappel visent principalement, mais pas uniquement, les véhicules chez lesquels on retrouve une combinaison de deux facteurs.

24) Le demandeur met la faute sur la mauvaise fabrication de la turbine à faible densité, qu'il y ait eu rappel ou non par le manufacturier du «**subject vehicle**».

² *Masella c. Toronto-Dominion Bank*, 2016 QCCS 6355.

³ *Société Canadienne des postes c. Lépine*, 2009 CSC 16, par 42-43.

⁴ *Boyer c. Agence métropolitaine de transport (AMT)*, 2010 QCCS 4984, par. 11.

⁵ *Hand c. Denso International America Inc.*, 2023 QCCA 546, par. 33.

25) Dans son jugement, la Cour d'appel retient que c'est ce que le demandeur a démontré et elle écrit :

[...] the appellant has demonstrated the possibility that he may succeed on the merits in proving that the defect consists in the use of low-density impellers and not, as the respondents contend, various problems in the manufacturing process which impact on such impellers⁶.

2.3 Discussion

26) Lors d'une première audition, le Tribunal a exprimé le point de vue qu'il faudrait un moyen simple pour chaque personne de vérifier si son véhicule fait partie de la définition du groupe.

27) Au moment de publier l'avis aux membres, il y a donc une hésitation entre publier pour le plus grand nombre (position du demandeur), quitte à ce que la preuve au mérite réduise le nombre de véhicules touchés par les conclusions finales ou encore publier une liste plus précise de véhicules (position des défenderesses) ce qui rendrait l'avis plus lourd et éliminerait en quelque sorte la conclusion de la Cour d'appel.

28) Les parties ont convenu de proposer au Tribunal une position commune sans admission : l'avis détaillé contiendra une liste des véhicules qui pourraient être affectés : marque, modèle, année. Le membre putatif sera ainsi en mesure d'identifier s'il fait ou non partie du groupe, même si ultimement le groupe devait être réduit au mérite.

29) Les parties ont également modifié le programme de diffusion pour combler plusieurs des lacunes identifiées par le Tribunal dans le jugement du 6 mai 2025. Le Tribunal acceptera le nouveau plan de diffusion proposé (R-3), de même que l'avis détaillé révisé (R-2) et l'avis sommaire révisé (R-1).

30) Chaque avis sommaire (publicité par les réseaux sociaux ou publication dans un média traditionnel) réfèrera directement à une page web publiée sur le site de l'avocat du demandeur et où les membres putatifs pourront vérifier si leur véhicule est visé par l'action collective en examinant l'avis détaillé.

31) Il ne s'agit pas d'une méthode idéale pour la publication des avis puisqu'elle nécessite que le membre putatif fasse plus de démarches. Cependant, la solution proposée protège adéquatement le droit du membre de s'exclure ou de demeurer dans l'action collective.

⁶ Id. par. 36.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

32) **APPROUVE** la modification du Groupe pour qu'elle se lise dorénavant comme suit :

Toutes les personnes ou entités qui ont acheté ou loué au Québec un véhicule Toyota, Honda ou Subaru équipé d'une pompe à essence basse pression conçue et fabriquée par Denso (...) équipée d'une turbine à faible densité;

33) **APPROUVE** les avis aux membres (Pièces R-1 et R-2 ci-jointes) et le plan de diffusion (Pièce R-3 ci-jointe);

34) **APPROUVE** le formulaire d'exclusion (Pièce R-4 ci-jointe);

35) **FIXE** au **5 septembre 2025** le délai pour s'exclure de l'action collective;

36) **FIXE** au **19 juillet 2025** la date ultime de publication des avis aux membres;

37) **APPROUVE** le protocole d'instance du 5 juin 2025 suivant le format alternatif proposé déposé par les parties;

38) **REQUIERT** des procureurs le dépôt d'une version signée dudit protocole au dossier de la Cour de même qu'une copie de la notification du protocole à leurs clients respectifs dans les 15 jours du présent jugement.

39) **PROLONGE** le délai pour la mise en état du dossier et le dépôt de la demande d'inscription au mérite, au 15 mars 2026;

40) **FRAIS des avis** supportés par les Défenderesses.

HONORABLE PIERRE NOLLET, J.C.S.

Me Jeffrey Orenstein
CONSUMER LAW GROUP INC.
Avocats pour le demandeur

Me Nick Rodrigo
DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG LLP
Avocats pour les défenderesses Denso International America, Inc. et Denso Sales Canada, Inc.

Me Guillaume Boudreau-Simard
Me Julien Demers-Poitras
STIKEMAN ELLIOTT LLP

Avocats pour la défenderesse Toyota Canada Inc.

Me Sidney Elbaz

Me Yassin Gagnon-Djalo

McMillan LLP

Avocats pour la défenderesse Honda Canada Inc.

Me Emmanuelle Rolland

Me Marc-André Grou

AUDREN ROLLAND

Avocats pour la défenderesse Subaru Canada, Inc.

Date d'audience : 18 juin 2025

Pièce R-1 Avis abrégé

Action collective autorisée pour toutes les personnes ou entités qui ont acheté ou loué au Québec un véhicule Toyota, Honda ou Subaru équipé d'une pompe à essence basse pression Denso munie d'un rotor d'impulsion à faible densité

Une action collective a été autorisée au nom de tous les résidents qui ont acheté ou loué au Québec un **véhicule Toyota, Honda ou Subaru équipé d'une pompe à essence à basse pression conçue et fabriquée par DENSO et munie d'un rotor d'impulsion à faible densité.**

Le représentant du groupe allègue que Toyota, Honda et Subaru ont fabriqué, distribué ou vendu certains véhicules aux membres du groupe avec une pompe à essence défectueuse, qui a été conçue, fabriquée et fournie par DENSO, et qu'ils ont omis de procéder à des rappels en temps opportun et de façon appropriée.

Les défenderesses nient ces allégations et contestent l'action collective.

Les allégations n'ont pas été prouvées, et la Cour n'a pas encore décidé si les défenderesses ont commis une faute, ou si les membres du groupe ont subi des dommages. Cependant, si vous faites partie de cette action collective, vos droits pourraient être affectés. **Si vous souhaitez demeurer membre de cette action collective, vous n'avez aucune démarche à faire pour le moment.** Si vous souhaitez vous exclure, vous avez jusqu'au **5 septembre 2025** pour aviser par courrier recommandé les avocats du groupe (identifiés ci-dessous) et le greffier de la Cour supérieure du Québec, District de Montréal, au 1, rue Notre Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6. Veuillez-vous assurer d'inclure le numéro de dossier 500-06-001088-208 dans votre correspondance.

Pour savoir si votre véhicule pourrait être équipé d'une pompe à essence conçue et fabriquée par Denso et munie d'un rotor d'impulsion à faible densité, veuillez consulter la version longue de cet avis au : <https://clg.org/Recours-Collectif/Liste-des-recours-collectifs/Default-de-la-pompe-a-carburant-Denso--Action-collective>

POUR PLUS D'INFORMATION**Avocats du groupe**

Groupe de droit des consommateurs inc.
1030 rue Berri, bureau 102
Montréal (Québec) H2L 4C3
denso@clg.org
(514) 266-7863
1-888-909-7863
www.clg.org

Registre des actions collectives

www.registredesactionscollectives.quebec

Hand c. Denso International America, Inc. et al., No. 500-06-001088-208
(District de Montréal)

Cet avis a été autorisé par la Cour supérieure du Québec

Exhibit R-1 Short form notice**Class action authorized for all persons or entities who purchased or leased in Quebec a Toyota, Honda, or Subaru Vehicle equipped with a Low-Pressure DENSO Fuel Pump with a Low-Density Impeller**

A class action has been authorized on behalf of all residents who purchased or leased in Quebec a Toyota, Honda, or Subaru **vehicle, equipped with a low-pressure fuel pump designed and manufactured by DENSO equipped with a low-density impeller.**

The representative plaintiff alleges that Toyota, Honda, and Subaru manufactured, distributed and/or sold certain Subject Vehicles to Class Members with a defective fuel pump, which was designed, manufactured and supplied by DENSO and that they failed to timely and properly initiate recalls.

The defendants deny these allegations and are contesting the class action.

The claims have not yet been proven and the Court has not yet decided whether the defendants have committed any fault, or whether any member of the class has incurred damages. However, if you are included in the class action, your rights may be impacted. **If you wish to remain a class member, you do not need to take any steps at this time.** If you wish to opt out, you have until **September 5, 2025** to advise Class Counsel (identified below) and the clerk of the Superior Court of Quebec, District of Montreal, at 1 Notre Dame Street East, Montreal, Quebec, H2Y 1B6, by registered mail. Please make sure to include file no. 500-06-001088-208 in your correspondence.

To know if your vehicle may be equipped with a fuel pump designed and manufactured by Denso which is equipped with a low-density impeller, please refer to the long version of this notice available at: <https://clg.org/Class-Action/List-of-Class-Actions/Denso-Fuel-Pump-Defect-Class-Action>

FOR MORE INFORMATION**Class Counsel**

Consumer Law Group Inc.
1030 rue Berri, Suite 102
Montreal (Quebec) H2L 4C3

denso@clg.org
(514) 266-7863
1-888-909-7863
www.clg.org

Central Registry of Class Actions

www.registredesactionscollectives.quebec/en#

Hand v. Denso International America, Inc. et al., No. 500-06-001088-208
(District of Montréal)

This notice has been authorized by the Superior Court of Québec

Pièce R- 2 AVIS DÉTAILLÉ AUX MEMBRES DU GROUPE:
DÉFAUT DE LA POMPE À CARBURANT DENSO
(TOYOTA, HONDA, SUBARU) ACTION COLLECTIVE QUÉBÉCOISE

AVIS À : Toutes les personnes ou entités qui ont acheté ou loué au Québec un véhicule Toyota, Honda ou Subaru équipé d'une pompe à carburant à basse pression conçue et fabriquée par DENSO et munie d'un rotor d'impulsion à faible densité.

PRENEZ AVIS que le 28 avril 2023, la Cour d'appel du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective contre Denso International America, Inc., Denso Sales Canada Inc., Toyota Canada Inc., Honda Canada Inc. et Subaru Canada Inc. et a attribué le statut de représentant à M. Hand pour agir au nom du groupe de personnes décrit ci-haut.

Cette action collective sera exercée dans le district de Montréal.

Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont:

- a) Denso a-t-elle fabriqué des pompes à carburant défectueuses?
- b) Les parties défenderesses ont-elles tardé à informer les membres après avoir pris connaissance du dommage?
- c) Les défendeurs ont-ils tardé à réparer les pompes?
- d) Les défendeurs ont-ils effectué une réparation inadéquate et insatisfaisante?
- e) Les membres ont-ils subi un préjudice indemnisable en raison:
 - des frais de réparation?
 - des frais de remorquage?
 - des frais de location d'un véhicule de remplacement?
 - de la perte d'usage de leur véhicule?
 - d'ennuis et de désagréments?
- f) Les membres ont-ils droit à un remboursement partiel du prix d'achat ou de location de leur véhicule, notamment en raison des fausses représentations des défendeurs au sujet des pompes?
- g) Les membres consommateurs (au sens de la Loi sur la protection du consommateur) ont-ils subi une perte de la valeur de revente du véhicule dont ils sont propriétaires?

h) Les membres consommateurs ont-ils droit à des dommages punitifs?

i) Dans tous les cas, quels sont les dommages-intérêts?

Les conclusions recherchées en lien avec ces questions sont les suivantes:

ACCUEILLIR l'action collective du demandeur et de chacun des membres du groupe;

ORDONNER aux défenderesses de rappeler les véhicules équipés de pompes à essence fabriquées par DENSO et munies d'un rotor d'impulsion à faible densité et de réparer et/ou remplacer gratuitement ce défaut;

DÉCLARER les défenderesses DENSO solidairement responsables des dommages subis par le demandeur et chacun des membres du groupe;

CONDAMNER les défenderesses à payer à chaque membre du groupe une somme à être déterminée en compensation des dommages subis et ORDONNER le recouvrement collectif de ces sommes;

CONDAMNER les défenderesses à payer à chacun des membres du groupe qui sont des consommateurs, des dommages punitifs, et ORDONNER le recouvrement collectif de ces sommes;

CONDAMNER les défenderesses à payer les intérêts et l'indemnité additionnelle sur les sommes susmentionnées conformément à la loi à compter de la date de signification de la demande d'autorisation de l'action collective;

CONDAMNER les défenderesses à supporter les frais de la présente action, y compris les frais d'expertise et d'avis;

Les Défenderesses nient les allégations faites par le Demandeur et contestent cette action collective. La Cour supérieure n'a pas déterminé si les Défenderesses ont violé une obligation légale envers un Membre du groupe, ou si les Membre du groupe ont subi des dommages.

Comment savoir si mon véhicule est équipé d'une pompe à carburant conçue et fabriquée par Denso et munie d'un rotor d'impulsion à faible densité ?

Selon les allégations du Demandeur, vous êtes Membre du groupe si l'année et le modèle de votre véhicule figurent ci-dessous :

Marque	Modèle	Année(s)
Toyota	4Runner	2014 - 2019
Toyota	86	2018 - 2019
Toyota	Avalon	2017 - 2020
Toyota	Avalon Hybrid	2019 - 2020
Toyota	Camry	2018 - 2020

Toyota	Camry Hybrid	2018 - 2020
Toyota	Corolla	2018 - 2020
Toyota	Corolla Hatchback	2018 - 2020
Toyota	FJ Cruiser	2014
Toyota	Highlander	2017 - 2019
Toyota	Highlander Hybrid	2017 - 2019
Toyota	Land Cruiser	2014 - 2019
Toyota	RAV4	2018 - 2020
Toyota	RAV4 Hybrid	2019 - 2020
Toyota	Sequoia	2017 - 2020
Toyota	Sienna	2017 - 2020
Toyota	Tacoma	2018 - 2020
Toyota	Tundra	2017 - 2020
Toyota	Yaris	2019 - 2020
Lexus	ES300h	2019 - 2020
Lexus	ES350	2017 - 2020
Lexus	GS200t	2017
Lexus	GS300	2018 - 2019
Lexus	GS350	2013 - 2019
Lexus	GS450h	2014 - 2015 & 2018
Lexus	GX460	2014 - 2019
Lexus	IS-F	2014
Lexus	IS200t	2017
Lexus	IS300	2017 - 2019
Lexus	IS350	2014 - 2016 & 2018 - 2019
Lexus	LC500	2018 - 2020
Lexus	LC500h (Hybrid)	2018 - 2020
Lexus	LS460	2013 - 2015
Lexus	LS500	2018 - 2019
Lexus	LS500h (Hybrid)	2018 - 2020
Lexus	LS600h	2013 - 2015
Lexus	LX570	2014 - 2019
Lexus	NX200t	2015 - 2019
Lexus	NX300	2015 - 2019
Lexus	RC200t	2017
Lexus	RC300	2018 - 2019
Lexus	RC350	2015 - 2019
Lexus	RX350	2017 - 2020
Lexus	RX350L	2018 - 2020
Lexus	RX450h	2017 - 2020
Lexus	RX450hL	2018 - 2020
Lexus	UX200	2019
Acura	ILX	2018 - 2020

Acura	MDX	2016 - 2020
Acura	MDX Hybrid	2018 - 2020
Acura	NSX	2017 - 2020
Acura	RDX	2018 - 2020
Acura	RLS	2019
Acura	RLX	2018 - 2020
Acura	RLX Sport Hybrid	2019
Acura	TLX	2015 - 2020
Honda	Accord	2015 - 2020
Honda	Accord Hybrid	2017 - 2020
Honda	Civic Coupe	2018 - 2020
Honda	Civic Hatchback	2018 - 2020
Honda	Civic Sedan	2018 - 2020
Honda	Civic Type R	2018 - 2020
Honda	Clarity	2018 - 2019
Honda	CR-V	2018 - 2020
Honda	CR-V Hybrid	2020
Honda	Fit	2018 - 2019
Honda	HR-V	2018 - 2020
Honda	Insight	2019 - 2020
Honda	Odyssey	2018 - 2020
Honda	Passport	2019 - 2020
Honda	Pilot	2017 - 2020
Honda	Ridgeline	2018 - 2020
Honda	CBR1000RR (Fireblade)	2018 - 2019
Honda	CBR600RR (599cc)	2018 - 2020
Honda	GL1800 / Goldwing	2018 - 2024
Subaru	Ascent	2019 - 2020
Subaru	BRZ	2018 - 2019
Subaru	Forester	2018
Subaru	Impreza	2018 - 2020
Subaru	WRX	2018 - 2019
Subaru	Legacy	2018 - 2020
Subaru	Outback	2018 - 2020

Les Défenderesses Denso International America, Inc., Denso Sales Canada Inc., Toyota Canada Inc., Honda Canada Inc. et Subaru Canada Inc. nient ces allégations et entendent contester l'action collective et les allégations. La question de savoir si ces véhicules sont effectivement équipés d'une pompe à carburant défectueuse sera tranchée par le tribunal à l'issue du dossier.

Si vous désirez vous exclure de l'action collective, vous devez en aviser les avocats du groupe (identifiés ci-dessous) et le greffier de la Cour supérieure du Québec, District

de Montréal, **au plus tard le 5 septembre 2025**, par courrier recommandé ou certifié à cette adresse:

Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B6.

Vous devez mentionner que vous souhaitez vous exclure de l'action collective *Hand c. Denso International America, Inc. et al.* (no. de dossier 500-06-001088-208).

Après cette date, vous ne pourrez plus demander à être exclu du groupe, à moins d'y être expressément autorisé par la Cour.

Un membre du groupe qui n'a pas demandé son exclusion sera lié par tout jugement, favorable ou défavorable, qui pourrait être rendu dans le cadre de l'action collective.

Si vous souhaitez être inclus dans l'action collective, vous n'avez aucune démarche à faire pour le moment.

En tant que Membre du groupe, vous avez le droit d'intervenir dans la présente action collective de la manière prévue par la loi.

Aucun Membre du groupe autre que le Représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice découlant de l'action collective.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter les avocats du groupe identifiés ci-dessous :

Groupe de droit des consommateurs inc.

1030 rue Berri, bureau 102
Montréal, (Québec), H2L 4C3
Téléphone: (514) 266-7863/ 1-888-909-7863
Télécopieur: (514) 868-9690
Courriel: denso@clg.org
Site Web: www.clg.org

Vous pouvez également consulter le Registre des actions collectives à l'adresse suivante: <https://www.registredesactionscollectives.quebec>.

LA PUBLICATION DE CET AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE A ÉTÉ APPROUVÉE ET ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.

Exhibit R-2 DETAILED NOTICE TO CLASS MEMBERS:
DENSO FUEL PUMP DEFECT (TOYOTA, HONDA, SUBARU)
QUEBEC CLASS ACTION

NOTICE TO all persons or entities who purchased or leased in Quebec a Toyota, Honda, or Subaru vehicle equipped with a low-pressure fuel pump designed and manufactured by DENSO equipped with a low-density impeller

TAKE NOTICE that on April 28, 2023, the Court of Appeal of Quebec authorized the bringing of a class action against Denso International America Inc., Denso Sales Canada Inc., Toyota Canada Inc., Honda Canada Inc., and Subaru Canada Inc. and appointed the status of representative plaintiff to Mr. Hand to act on behalf of the class of persons described above.

This class action will be brought in the district of Montréal.

The principal issues of facts and law that will be dealt with collectively are:

- a) Did Denso manufacture faulty fuel pumps?
- b) Did the defendants delay, after learning of the damage, in informing the members?
- c) Did the defendants delay in repairing the pumps?
- d) Did the defendants make an inadequate and unsatisfactory remedy?
- e) Have the members suffered compensable damage as a result of:
 - repair costs?
 - towing costs?
 - costs of renting a replacement vehicle?
 - loss of use of their vehicle?
 - trouble and inconvenience?
- f) Are the members entitled to a partial reimbursement of the purchase price or the rental price of their vehicle, in particular because of the defendants' false representations concerning the pumps?
- g) Have members who are consumers (within the meaning of the Consumer Protection Act) suffered a loss in the resale value of the vehicle they own?
- h) Are members who are consumers entitled to punitive damages?

i) In all cases, what are the damages?

The conclusions sought in relation to the above issues are as follows:

GRANT the class action of the Plaintiff and each of the members of the Class;

ORDER the Defendants to recall the vehicles equipped with Denso manufactured fuel pumps containing a low-density impeller and to repair and/or replace said defect free of charge;

DECLARE the DENSO Defendants solidarily liable for the damages suffered by the Plaintiff and each of the members of the Class;

CONDEMN the Defendants to pay to each member of the Class a sum to be determined in compensation of the damages suffered, and ORDER collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendants to pay to each of the members of the Class who are consumers, punitive damages, and ORDER collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendants to pay interest and additional indemnity on the above sums according to law from the date of service of the motion to authorize a class action;

CONDEMN the Defendants to bear the costs of the present action including expert and notice fees;

The Defendants deny the allegations made by the Representative Plaintiff and are contesting this class action. The Superior Court has not made any determination of whether the Defendants breached any legal obligation owed to any Class Member, or whether any Class Member has incurred any damages.

How to know if my vehicle is equipped with a fuel pump designed and manufactured by Denso which is equipped with a low-density impeller?

As per the Representative Plaintiff's allegations, you are a Class Member if your vehicle year and model is listed below:

Make	Model	Year(s)
Toyota	4Runner	2014 - 2019
Toyota	86	2018 - 2019
Toyota	Avalon	2017 - 2020
Toyota	Avalon Hybrid	2019 - 2020
Toyota	Camry	2018 - 2020
Toyota	Camry Hybrid	2018 - 2020
Toyota	Corolla	2018 - 2020
Toyota	Corolla Hatchback	2018 - 2020

Toyota	FJ Cruiser	2014
Toyota	Highlander	2017 - 2019
Toyota	Highlander Hybrid	2017 - 2019
Toyota	Land Cruiser	2014 - 2019
Toyota	RAV4	2018 - 2020
Toyota	RAV4 Hybrid	2019 - 2020
Toyota	Sequoia	2017 - 2020
Toyota	Sienna	2017 - 2020
Toyota	Tacoma	2018 - 2020
Toyota	Tundra	2017 - 2020
Toyota	Yaris	2019 - 2020
Lexus	ES300h	2019 - 2020
Lexus	ES350	2017 - 2020
Lexus	GS200t	2017
Lexus	GS300	2018 - 2019
Lexus	GS350	2013 - 2019
Lexus	GS450h	2014 - 2015 & 2018
Lexus	GX460	2014 - 2019
Lexus	IS-F	2014
Lexus	IS200t	2017
Lexus	IS300	2017 - 2019
Lexus	IS350	2014 - 2016 & 2018 - 2019
Lexus	LC500	2018 - 2020
Lexus	LC500h (Hybrid)	2018 - 2020
Lexus	LS460	2013 - 2015
Lexus	LS500	2018 - 2019
Lexus	LS500h (Hybrid)	2018 - 2020
Lexus	LS600h	2013 - 2015
Lexus	LX570	2014 - 2019
Lexus	NX200t	2015 - 2019
Lexus	NX300	2015 - 2019
Lexus	RC200t	2017
Lexus	RC300	2018 - 2019
Lexus	RC350	2015 - 2019
Lexus	RX350	2017 - 2020
Lexus	RX350L	2018 - 2020
Lexus	RX450h	2017 - 2020
Lexus	RX450hL	2018 - 2020
Lexus	UX200	2019
Acura	ILX	2018 - 2020
Acura	MDX	2016 - 2020
Acura	MDX Hybrid	2018 - 2020
Acura	NSX	2017 - 2020

Acura	RDX	2018 - 2020
Acura	RLS	2019
Acura	RLX	2018 - 2020
Acura	RLX Sport Hybrid	2019
Acura	TLX	2015 - 2020
Honda	Accord	2015 - 2020
Honda	Accord Hybrid	2017 - 2020
Honda	Civic Coupe	2018 - 2020
Honda	Civic Hatchback	2018 - 2020
Honda	Civic Sedan	2018 - 2020
Honda	Civic Type R	2018 - 2020
Honda	Clarity	2018 - 2019
Honda	CR-V	2018 - 2020
Honda	CR-V Hybrid	2020
Honda	Fit	2018 - 2019
Honda	HR-V	2018 - 2020
Honda	Insight	2019 - 2020
Honda	Odyssey	2018 - 2020
Honda	Passport	2019 - 2020
Honda	Pilot	2017 - 2020
Honda	Ridgeline	2018 - 2020
Honda	CBR1000RR (Fireblade)	2018 - 2019
Honda	CBR600RR (599cc)	2018 - 2020
Honda	GL1800 / Goldwing	2018 - 2024
Subaru	Ascent	2019 - 2020
Subaru	BRZ	2018 - 2019
Subaru	Forester	2018
Subaru	Impreza	2018 - 2020
Subaru	WRX	2018 - 2019
Subaru	Legacy	2018 - 2020
Subaru	Outback	2018 - 2020

The Defendants Denso International America, Inc., Denso Sales Canada Inc., Toyota Canada Inc., Honda Canada Inc, and Subaru Canada, Inc. deny these allegations, intend to defend the class action and contest the allegations. Whether these vehicles contain a defective fuel pump will ultimately be determined by the Court at the conclusion of the case.

If you wish to opt-out of the class action, you have to notify Class Counsel (identified below) and the clerk of the Superior Court of Quebec, District of Montreal **no later than September 5, 2025**, by registered or certified mail at this address:

Superior Court of Québec, 1 Notre-Dame Street East, Montreal, H2Y 1B6.

You must state that you wish to exclude yourself from the class action of *Hand v. Denso International America, Inc. et al.* (case number 500-06-001088-208).

After that date, you can no longer request exclusion from the Class, unless specifically authorized by the Court.

A Class Member who has not requested exclusion is bound by any judgment that may be rendered in the class action, whether favourable or not.

If you wish to be included in the class action, you do not need to take any steps at this time.

As a Class Member, you have the right to intervene in the present class action, in the manner provided for by law.

No Class Member other than the Representative Plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.

For further information, you may contact class counsel listed below:

Consumer Law Group Inc.
1030 rue Berri, Suite 102
Montreal, (Québec) H2L 4C3
Telephone: (514) 266-7863 / 1-888-909-7863
Fax: (514) 868-9690
Email: denso@clg.org
Website: www.clg.org

You may also visit the Central Registry of Class Actions at the following address:
<https://www.registredesactionscollectives.quebec/en>

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS HAS BEEN APPROVED
AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC.**

Exhibit R- 3 AUTHORIZATION NOTICE PLAN (DRAFT)
Hand c. Denso International America, Inc. et al. (500-06-001088-208)

The Parties agree to the below Authorization Notice Plan as it relates to the Notices of Authorization of a Class Action, subject to Court approval.

The Authorization Notice Plan is designed to maximize reach for Class Members across Quebec through a combination of traditional print media, digital platforms, and targeted social media outreach. By leveraging high-readership Saturday print editions, strategic digital placements and Meta's audience targeting tools, the Parties aim to ensure that both French and English-speaking Class Members are reasonably informed of the class action. Additional efforts through Class Counsel's web presence and direct email outreach provide other access points to the information.

1. TRADITIONAL MEDIA

The Parties agree to publish the Short-Form Notice as a ¼ page advertisement in a Saturday edition of the following print publications, on a date to be determined. Saturday was selected because average readership is higher on weekends than on weekdays.

Publication	Average Readers on Weekdays	Average Readers on Saturdays
Le Journal de Montréal	516,000 ¹	1,089,000 ²
Le Journal de Québec	225,000 ³	511,000 ⁴
The Montreal Gazette	122,000 ⁵	154,000 ⁶

2. ONLINE MEDIA

The Parties agree to run a 30-day promotional campaign on the La Presse and The Montreal Gazette digital platforms, matching the length of the class exclusion period, to begin on a date to be determined. During the campaign, banner advertisements⁷ will redirect users to a dedicated webpage where potential Class Members can access the Notices, judgments, other documents, obtain information about the case, and identify themselves as Class Members.

La Presse and The Montreal Gazette's promotional tools will allow Class Counsel to monitor the performance of the campaign and target the appropriate audience – individuals aged 25 and over residing in Quebec, with an approximate gender distribution of 50% male and 50% female. This audience was selected as it reflects the composition of Quebec's driver population: in 2022, adults aged 25 and over accounted for approximately 92% of all driver's license holders, and among all license holders, 52% were men and 48% were women⁸.

For both Le Journal de Montréal and Le Journal de Québec, the same ¼ page advertisement used in the print editions will also appear in the “Legal Notice” sections of their respective websites, on a date to be determined.

Online Media	Impressions	Formats
La Presse	150,000	300 x 600 px banner advertisements
Le Journal de Montréal	Unavailable	Print advertisements in “Legal Notice” sections
Le Journal de Québec		
The Montreal Gazette	150,000	300 x 600 px banner advertisements

3. SOCIAL MEDIA

The Parties agree to run a 30-day promotional social media campaign, matching the length of the class exclusion period, to begin on a date to be determined. During the campaign, banner advertisements¹² will redirect users to a dedicated webpage where potential Class Members can access the Notices, judgments, other documents, obtain information about the case, and identify themselves as Class Members.

Class Counsel will create a dedicated Facebook to inform Class Members of the Class Action. This page will also allow Class Counsel to monitor the campaign’s performance and use Meta’s Ads Manager to target the appropriate audience (individuals aged 25 and over residing in Quebec, with an approximate gender distribution of 50% male and 50% female).

The Parties also agree to use Meta’s Advantage+ Placements tool, which automatically allocates the campaign’s budget across multiple placements based on performance optimization. As a result, banner advertisements will appear across Facebook, Messenger, Instagram, and the Meta Audience Network.

Platforms	Daily Reach ¹³	Campaign Reach ¹⁴
Facebook	49,000 – 141,000 accounts	1,470,000 – 4,230,000 accounts
Messenger		
Instagram		
Meta Audience Network		

4. EMAILS

Class Counsel will send emails to the 954 Quebec-resident Class Members that joined the case. To avoid any confusion with the existing recalls and because the identity and contact information of Class Members included in the class definition imposed by the Court of Appeal are mostly unknown, the Parties agree to limit the sending of emails to the 954 Class Members.

5. INTERNET (OTHER)

Class Counsel will publish the Notices on:

- its website (www.clg.org), which receives an average of 500 visits per day;
- its Facebook page, which has over 38,000 likes;
- its Twitter page, which has over 3,900 followers.

Class Counsel will also create a dedicated webpage where potential Class Members can access the Notices, judgments, other documents, obtain information about the case, and identify themselves as Class Members. The webpage will also explain how individuals who believe they are Class Members can contact Class Counsel.

6. ACCOUNTABILITY

Once the Authorization Notice Plan is completed, Class Counsel will provide a report to the Honorable Justice Pierre Nolle, detailing the dates and manner of publication of the Notices.

Pièce R-4 FORMULAIRE D'EXCLUSION

CANADA

(Action collective)
COUR SUPÉRIEUREPROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

LESLIE HAND

NO: 500-06-001088-208

Demandeur

-C.-

DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC. et al.*Défenderesses*

Complétez ce formulaire d'exclusion **seulement** si vous êtes membre du Groupe (tel que décrit dans l'Avis d'autorisation) **et** que vous souhaitez être exclu de la participation à l'action collective *Hand c. Denso International America, Inc. et al.*, Cour supérieure du Québec, dossier numéro 500-06-001088-208 (District de Montréal). Ce formulaire doit être reçu par le Greffier de la Cour supérieure du Québec le ou avant le **5 septembre 2025** à l'adresse suivante:

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Palais de Justice de Montréal
Dossier No. 500-06-001088-208
1, rue Notre-Dame Est, Salle 1.120
Montréal, QC H2Y 1B6

Votre nom:**Votre adresse postale:****Votre No. de téléphone:****Votre Courriel:**

En signant ci-dessous, je confirme que je ne souhaite pas participer à l'action collective Hand c. Denso International America, Inc. et al., et je comprends qu'en m'excluant, je ne recevrai aucune part des sommes de l'argent ou des indemnités qui pourraient être obtenues au nom des Membres du groupe par le Représentant.

Signature

Date

Exhibit R-4 OPT-OUT FORM

CANADA

(Class Action)
SUPERIOR COURTPROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL

NO: 500-06-001088-208

LESLIE HAND*Representative Plaintiff*

-vs.-

DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC. et al.*Defendants*

Complete this opt-out form **only** if you are a member of the Class (as described in the Notice of Authorization) **and** you wish to be excluded from participating in the class action *Hand v. Denso International America, Inc. et al.*, Superior Court of Quebec, File No. 500-06-001088-208 (District of Montreal). This form must be received by the Clerk of the Superior Court of Quebec on or before **September 5, 2025** at the following coordinates:

Clerk of the Superior Court of Québec
Palais de Justice de Montréal
Dossier No. 500-06-001088-208
1 rue Notre-Dame Est, Salle 1.120
Montreal, QC H2Y 1B6

Your Name: _____**Your Mailing Address:** _____

_____**Your Telephone Number:** _____**Your Email Address:** _____

By signing below, I certify that I do not wish to participate in the Hand v. Denso International America, Inc. et al. Class Action and I understand that, by opting out, I will not receive any part of the money or benefits that may be obtained on behalf of Class Members by the Representative Plaintiff.

Signature_____
Date